

Unité départementale du Val-de-Marne  
Services Risques et Installations Classées  
12-14 rue des Archives  
94000 CRÉTEIL

Créteil, le 26/08/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/08/2024

### **Contexte et constats**

publié sur   
**CPCU IVRY**  
69 QUAI AUGUSTE DESHAIES  
94200 Ivry-sur-Seine

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/YBC/n°338

Code AIOT : 0006506515

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2024 dans l'établissement CPCU IVRY implanté 69 QUAI AUGUSTE DESHAIES 94200 Ivry-sur-Seine.

L'inspection a été alertée dans la nuit du 7 au 8 août 2024 concernant un problème de rejet d'eau chaude en Seine devant le site de la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU) à Ivry-sur-Seine qui exploite une installation de combustion classée 3110 sous le régime de l'autorisation.

Dans ce cadre, l'inspection a réalisé une visite d'inspection le 8 août sur le site afin de vérifier si ce rejet accidentel provient de l'installation.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CPCU IVRY
- 69 QUAI AUGUSTE DESHAIES 94200 Ivry-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506515    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

### **Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :**

Le site de la Centrale CPCU à Ivry-sur-Seine exploite une installation de combustion classée 3110 sous le régime de l'autorisation.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques chroniques

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Suite à la visite du 8 août 2024, l'inspection constate que la Centrale de la CPCU classée 3110 à Ivry-sur-Seine n'est pas à l'origine de la pollution des rejets d'eau chaude en Seine.

Après avoir échangé avec la DSEA et des représentants de CPCU Réseau, lors de la visite d'inspection, il ressort qu'une chambre du réseau de chaleur de la CPCU serait fuyarde (située à proximité de la CPCU

d'Ivry). Les vapeurs d'eau du réseau s'infiltreraient dans le réseau d'assainissement de la ville par cette chambre et aurait impacté l'étanchéité de la vanne qui sépare le réseau d'eaux usées et la Seine. Ce n'est donc pas l'ICPE qui est en cause mais le réseau de chaleur.

**Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :**

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Autosurveillance effluents	Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 4.3.9.1	Demande d'action corrective	1 Mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT	Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 4.3.3	

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

Suite à la visite du 8 août 2024, l'inspection a constaté une non-conformité : le site a rejeté le 4 août 2024 à 2h, 0,579 m3 d'eau de purge à une température (T) de 30,4°C dans le réseau d'assainissement de la ville et donc légèrement supérieure au seuil de 30°C fixé par l'arrêté préfectoral modifié du 9 août 2017. Il a également rejeté le 24 juin 2024 des effluents à une T de 30,3°C.

Ces eaux n'étant pas rejetées directement en Seine et le dépassement du 4 août 2024 étant léger, il ne s'agit pas de l'origine de la pollution de la Seine constatée dans la nuit du 7 au 8 août 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 4.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques      GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

**Prescription contrôlée :**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

**Constats :**

Les effluents principaux de la CPCU d'Ivry sont les eaux de purge des chaudières. Il s'agit des eaux de process trop chargées en minéraux et pouvant endommager les installations. A leur sortie, ces effluents sont à environ à 60°C. Ils passent par des aérothermes afin d'abaisser leur température à moins de 30°C puis par un bac de neutralisation avant d'être rejetés dans le réseau d'assainissement de la ville. La température et le pH sont mesurés à chaque phase du process et un dispositif avec des vannes permet de renvoyer les eaux dans le process en cas de dérive d'un des deux paramètres (T et pH).

Lors de la visite, l'inspection a fait le tour des installations de traitement des effluents et n'a pas constaté de dysfonctionnement évident de ces installations.

L'exploitant a transmis à l'inspection les derniers rapports de contrôle des sondes pH du 29 juillet 2024 et Température du 9 août 2024 des installations de traitement des effluents qui ne présentent pas de non-conformité.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 2 : Autosurveillance effluents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 4.3.9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques      Autosurveillance effluents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Température < 30 °C

**Constats :**

L'exploitant mesure en continue les paramètres Débit, pH et Température de ses effluents rejetés dans le réseau d'assainissement de la ville. Le plan des réseaux du site indique qu'aucun effluent n'est rejeté en Seine.

Lors de la visite, les chaudières n'étaient pas en fonctionnement mais elles étaient armées si besoin. Quelques opérations étaient encore réalisées sur le site comme des purges entraînant des faibles rejets d'effluents vers le réseau. L'inspection a constaté que le site a rejeté, le 4 août 2024 à 2h, 0,579 m<sup>3</sup> d'eau de purge à une température de 30,4°C et donc légèrement supérieure au seuil de 30°C fixé par l'arrêté préfectoral modifié du 9 août 2017. De plus, il a également rejeté le 24 juin 2024 des effluents à une T de 30,3°C.

Ces eaux n'étant pas rejetées directement en Seine et le dépassement du 4 août étant léger, il ne s'agit pas de l'origine de la pollution de la Seine constatée dans la nuit du 7 au 8 août 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Rejeter les effluents vers le réseau d'assainissement de la ville à une température inférieure à 30°C

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois